

# Comité régional de l'habitat du 8 octobre 2010

## Ordre du jour

- **Communication suite au bureau**
- **Avis sur deux demandes d'agrément pour la maîtrise d'ouvrage d'opérations de logements ou de structure d'hébergement**
- **Présentation des nouvelles orientations de l'ANAH**
- **Programmation 2010 : avancement et perspectives fin d'année**



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Communication suite au bureau du CRH du 21 septembre

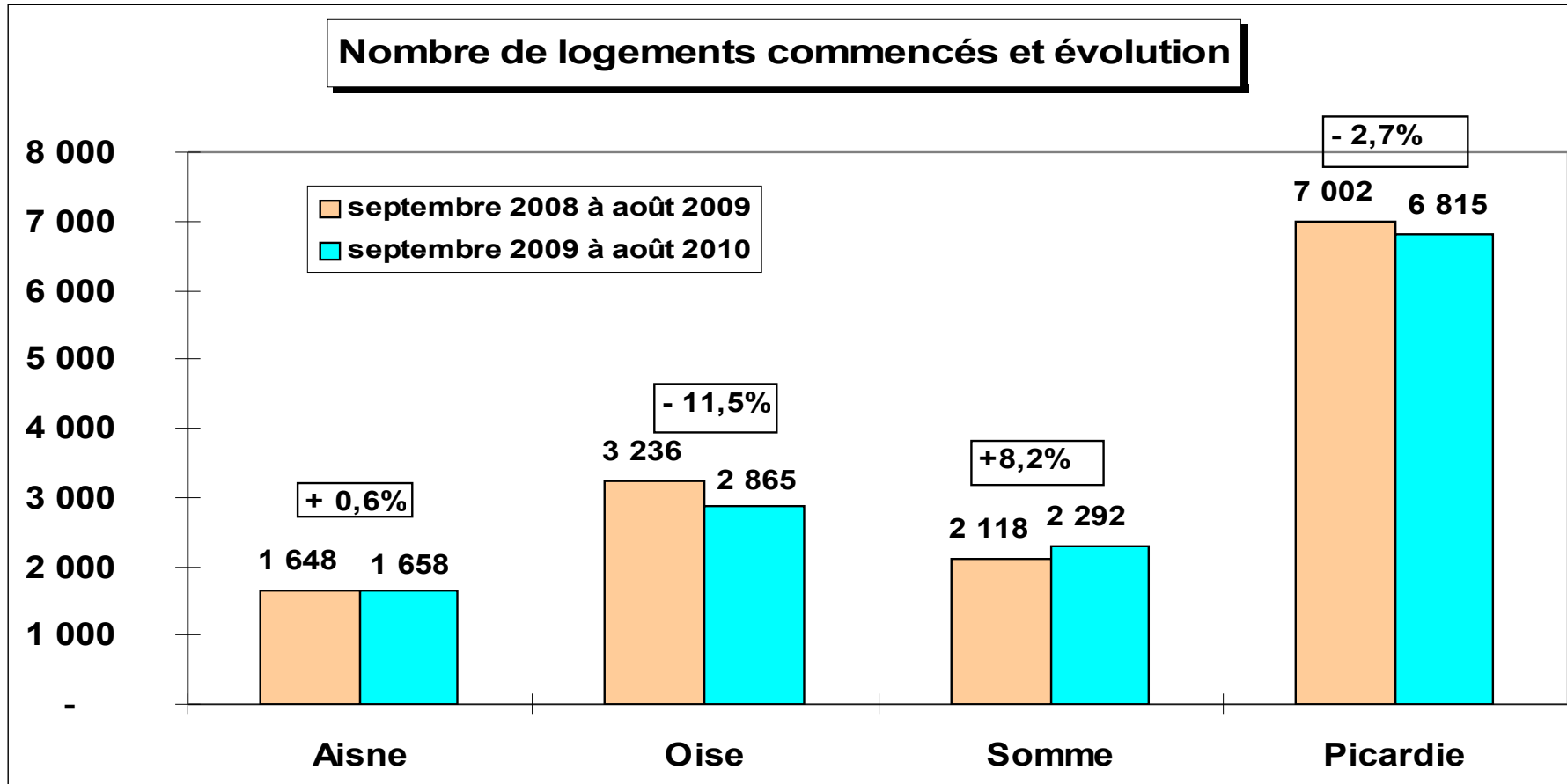
- évolution de la construction de logements
- rappel des conclusions du diagnostic énergétique du parc
- synthèse régionale des PDAHI
- réforme de l'enregistrement de la demande locative sociale
- création d'un groupe de travail URH-Etat-Collectivités
- avancement des conventions d'utilité sociale
- réforme de l'accession à la propriété
- proposition de délégation au bureau du comité



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Suites bureau 1 - La production de logements

Un nombre de logts commencés sur les 12 derniers mois en léger retrait par rapport aux 12 mois précédents,



mais une progression de 14,5% du nombre de logts autorisés ( 9447 contre 8 249) qui laisse entrevoir une reprise de la production.

# Communication suite au bureau 2-

Rappel des conclusions du diagnostic énergétique du parc



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère  
de l'Écologie, de l'Énergie,  
du Développement  
durable  
et de la Mer

# Suite bureau 3- Plans départementaux d'accueil, d'hébergement et d'intégration

## Stratégie régionale

- Améliorer l'observation et le pilotage des dispositifs d'hébergement et d'accès au logement
- Renforcer la coordination avec les partenaires
- Limiter l'effet déport de la demande d'asile dans l'hébergement de droit commun par une meilleure gestion des places CADA
- Améliorer l'accès au logement social en évaluant l'impact des différents dispositifs sur la fluidité
- Prendre en compte les besoins des publics spécifiques entre acteurs du dispositif AHI
- Veiller à l'amélioration de la fluidité hébergement/logement et faciliter l'accès « accompagné » au logement

# Synthèse des PDAHI : besoins complémentaires



## **Pour renforcer le dispositif de veille sociale**

- dans le cadre de la mise en place au 15/9/2010 des SIAO,
- pour le renforcement des accueils de jour.

## **Pour renforcement de la prise en charge médico-sociale**

- création de lits halte soins santé

## **Pour renforcer le dispositif d'hébergement généraliste :**

- création places d'hébergement d'urgence,
- création de places d'hébergement d'insertion,

# Synthèse des PDAHI : besoins complémentaires



-  **Pour renforcer l'offre de logement adapté et généraliser aux trois départements l'intermédiation locative :**
-  Aisne : 49 places en maisons relais en sus des 37 financées restant à ouvrir et développer l'intermédiation locative.
-  Oise : 160 places dont 100 places maisons relais et 60 places résidences sociales
-  Somme : 198 places dont 108 places maisons relais et 90 places résidences sociales

## Suite bureau 4-

# Réforme de l'enregistrement de la demande locative sociale

### Objectifs :

- simplifier les démarches des demandeurs,
- améliorer la connaissance de la demande locative sociale

### Les mesures :

- depuis le 1er octobre 2010,
  - un formulaire unique national de la demande et une liste de pièces justificatives limitative
  - enregistrement de la demande et délivrance du n° unique sur la base du formulaire renseigné et d'une pièce d'identité
- en mars 2011, nouveau système national d'enregistrement, un gestionnaire départemental désigné par le Préfet, produira notamment des statistiques quantitatives et qualitatives sur la demande.



## Suite bureau 5- Création d'un groupe de travail URH – Etat - collectivités

Pour approfondir la réflexion sur les difficultés  
à produire en Picardie.

Une réflexion sera dans un premier temps  
conduite sur la situation département par  
département avant une synthèse à l'échelle  
régionale.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Suite bureau 6-

# Les Conventions d'Utilité Sociale

## État d'avancement

Les 17 bailleurs ayant leur siège dans la région, ont déposé leurs projets de convention, ces conventions devant être signées le 31 décembre 2010 au plus tard.

Deux bailleurs procèdent à la remise en ordre des loyers dans le cadre de la convention.

# CUS synthèse régionale

## Les démarches exemplaires :

- pour l'ensemble des organismes, des plans d'actions détaillés pour la qualité de service, une analyse approfondie de l'impact du vieillissement des locataires et des besoins d'adaptation du parc,
- élaboration d'une véritable politique de mise en vente reposant sur l'analyse de la solvabilité des acquéreurs potentiels, la réalisation de travaux préalables, des mécanismes de sécurisation des accédants,
- actions ciblées sur la réduction des charges des locataires,
- recours à des entreprises d'insertion pour l'entretien des espaces communs.

# CUS – synthèse régionale

## Le développement de l'offre de logements

Des engagements de développement de l'offre conformes aux enjeux identifiés dans l'Aisne et la Somme, mais insuffisants dans l'Oise.

| Département     | Engagements annuels PLUS-PLAI (hors ANRU) |             |             |             |             |             | moyenne annuelle | rappel note d'enjeux |
|-----------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------|----------------------|
|                 | 2011                                      | 2012        | 2013        | 2014        | 2015        | 2016        |                  |                      |
| <b>Aisne</b>    | 446                                       | 400         | 380         | 370         | 380         | 370         | 391              | 300 à 400            |
| <b>Oise</b>     | 600                                       | 545         | 495         | 495         | 495         | 495         | 521              | 900 à 1 000          |
| <b>Somme</b>    | 323                                       | 396         | 461         | 440         | 440         | 440         | 417              | 400 à 500            |
| <b>Picardie</b> | <b>1369</b>                               | <b>1341</b> | <b>1336</b> | <b>1305</b> | <b>1315</b> | <b>1305</b> | <b>1329</b>      | <b>1 600 à 1 900</b> |

# CUS – synthèse régionale

## Les engagements de mise en vente de logement

Des engagements de mise en vente inférieurs aux objectifs dans la Somme

| Département | Engagements de mise en vente |                  | rappel note d'enjeux |
|-------------|------------------------------|------------------|----------------------|
|             | Total                        | Moyenne annuelle |                      |
| Aisne       | 2 773                        | 462              | 380                  |
| Oise        | 4 206                        | 701              | 600                  |
| Somme       | 1 044                        | 174              | 350                  |
| Picardie    | 8 023                        | 1 337            | 1330                 |



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# CUS – synthèse régionale

## Les compléments à apporter

Une partie des projets de conventions à compléter ou amender, sur les points suivants :

- engagement sur la réalisation des Diagnostics de Performance Énergétique à l'échelle du bâtiment dans les 18 mois de la signature de la convention, et part des logements qui feront l'objet de travaux de rénovation thermique
- détail des actions en contrepartie de l'abattement de TFPB pour les logements situés en ZUS.

# CUS – synthèse régionale

Avant signature des CUS, les négociations locales devront aboutir à :

- un accroissement, dans l'Oise, des engagements de développement de l'offre,
- un accroissement, dans la Somme, des engagements de mise en vente
- des engagements plus ambitieux sur la réalisation des DPE, et la programmation des travaux de rénovation thermique
- l'intégration dans le cahier des charges de gestion sociale des plans d'actions en contrepartie de l'abattement de TFPB en ZUS
- des engagements renforcés pour la mise en œuvre du droit au logement

## Suite bureau 7-

# Réforme de l'accèsion à la propriété

### Le constat : des dispositifs

- nombreux, couteux et complexes
- n'aboutissant qu'à une lente progression du taux de propriétaires (57% en 2005, 58% en 2009).

### Les objectifs : lever les blocages

- dispositifs plus incitatifs
- prise en compte des spécificités de chaque territoire et des besoins des ménages.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



# Réforme de l'accession à la propriété

3 dispositifs complémentaires :

- le Plan d'Épargne Logement : encourage la démarche d'épargne préalable
- le Prêt à Taux Zéro+ (PTZ+) : pour déclencher l'acte d'achat. Fusion du Pass Foncier, du PTZ actuel et du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt, soit une aide de 2,6Md€
- les aides personnalisées au logement : maintenues pour sécuriser la solvabilité des accédants.

# Le prêt à taux zéro +

Principales caractéristiques :

- ouvert à tous les primo-accédants sans condition de ressources,
- plus attractif dans le neuf dans les zones tendues, renforcé dans l'ancien dans les autres zones,
- prend en compte la performance énergétique des logements dans le neuf ou dans l'ancien.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Les caractéristiques du PTZ+

**Montant du prêt** : pourcentage du coût de l'opération, dans la limite d'un plafond.

**Pourcentage et plafond variables selon :**

- la localisation (4 zones)
- la performance énergétique du logement
- la nature du logement : neuf ou ancien

**Prêt remboursable sur une durée de 5 à 30 ans,** en fonction des revenus et de la composition de la famille.

## Suite bureau 8-

# Compétences du bureau

Le CRH de Picardie a donné délégation à son bureau pour l'ensemble de ses compétences, à l'exception de celle portant sur la répartition des dotations entre territoires (réunions du CRH du 17 novembre 2006 et 27 janvier 2007).

Les compétences du CRH ont été étendues à l'émission d'avis sur les demandes d'agrément pour la maîtrise d'ouvrage, et pour le bénéfice du dispositif Scellier en zone C.

**Proposition** : extension des délégations consenties au bureau aux avis sur les demandes d'agrément ci-dessus.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Demandes d'agrément relatives aux activités de maîtrise d'ouvrage d'opérations pour le logement ou l'hébergement des personnes défavorisées

- société foncière d'habitat et humanisme
- association AFTAM



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère  
de l'Écologie, de l'Énergie,  
du Développement  
durable  
et de la Mer

# L'agrément des activités menées en faveur du logement des personnes défavorisées

Un nouveau régime d'agrément des activités menées en faveur du logement des personnes défavorisées :

- régi par le Code de la Construction et de l'Habitation (articles L 365-1 et R365-1)
- applicable à compter du 1er janvier 2010, et **obligatoire au 1er janvier 2011.**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Le régime juridique des agréments

L'article L. 365-1 du CCH :

➤ **définit** les prestations conduites en faveur du logement des personnes défavorisées, qu'elles soient **locataires ou propriétaires et concerne** les prestations conduites **par tout organisme** sauf les organismes HLM et SEM ;

➤ **crée 3 catégories** d'agrément.

**1. la maîtrise d'ouvrage**

**2. l'ingénierie sociale, financière et technique**

**3. l'intermédiation locative et la gestion locative sociale**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# 3 catégories d'agrément

**Maitrise d'ouvrage** : agrément délivré par le **ministre** du Logement, après avis du CRH. Reconnaissance nationale pour les opérateurs qui ont une activité régulière de MO.

**Ingénierie** : délivré par le **préfet** de département (ou de région si intervention sur plusieurs départements) pour les activités de conseil, d'assistance et de soutien apportés aux particuliers (amélioration du logement, accompagnement social, assistance DALO, recherche de logements, commission d'attribution...)

**Intermédiation et gestion locative sociale** : délivré également par le **préfet** de département ou de région, pour les missions d'intermédiaire que jouent les organismes entre propriétaires et personnes défavorisées (location-sous-location, mandat de gestion, gestion de résidences sociales..)



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



# L'agrément maîtrise d'ouvrage

Concerne l'ensemble des opérations concourant au développement ou à l'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement des personnes défavorisées.

## **Critères de délivrance :**

- capacités financières, techniques et sociales de l'opérateur
- niveau d'activité de l'organisme
- pertinence du projet de développement de l'organisme au regard des besoins identifiés sur le territoire



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Demande d'agrément de la société Foncière d'Habitat et Humanisme

## La société

- outil patrimonial de la fédération d'Habitat et Humanisme qui regroupe une cinquantaine d'associations, et est reconnue d'utilité publique,
- produit des logts très sociaux par achat, rénovation ou construction.
- finance ses projets par fonds propres (25%), subventions (35 à 40%) et prêts (35 à 40%) essentiellement de la Caisse des dépôts et Action Logement,



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Capacités techniques et sociales de la société

**Effectif** : 18 salariés et de 10 bénévoles s'appuyant sur le réseau des associations locales H et H (en Picardie, une association dans l'Aisne et une dans la Somme).

## Organisation :

- identification des opérations et montage financier par les associations locales,
- validation de la faisabilité technique, financière et sociale par le comité d'engagement de la Foncière,
- maîtrise d'ouvrage de l'opération par la Foncière et location des logements par mandat de gestion à une AIVS, un administrateur de biens ou à une association locale H et H.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Patrimoine, activités et projets de développement

## le patrimoine

- national : 1886 logts dont 510 en structure
- en Picardie : 2 logts PLAI à Tergnier et saint-Quentin

## l'activité

- nationale : livraison annuelle de 205, 211 et 237 logts de 2007 à 2009,

## les projets de développement

- national : prévisions de livraison annuelle de 125, 87 et 116 logts de 2010 à 2012.
- en Picardie : livraison de 20 logts (MR) à Soissons en 2011 (financé) et de 35 logts (MR/RS) à Amiens en 2012 (financement prévu en 2010).

# Demande d'agrément de l'association AFTAM

**Objet** de l'association : maîtrise d'ouvrage et gestion d'opérations de construction, d'acquisition, ou de réhabilitation de logements très sociaux (résidences sociales et pensions de famille), de structure d'hébergement et d'établissements médico-sociaux.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Capacités techniques et sociales de l'association et patrimoine

Effectifs : 1 820 salariés.

**Patrimoine total géré** (dans le champ de l'agrément) :

- habitat : 56 FTM (12 000 places), 60 RS (7356 logts), 13 pensions de famille (265 pl.),
- hébergement : 4 700 pl. (accueil des demandeurs d'asile, centre d'hébergement et hébergement d'urgence)
- secteur médico-social (hors agrément) : 1024 pl.

**Patrimoine géré en Picardie** : 4 FTM, 7 RS (705 logts), 3 pensions de famille (47 pl.), 1 CHRS (30 pl.).



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Projets de développement en Picardie

## Prévisions sur 3 ans

### - Aisne

Laon : création d'une résidence sociale de 50 places et d'une pension de famille de 25 p,  
Soissons : création d'une pension de famille de 25p.

### - Oise

Creil : création d'une pension de famille de 25 p.

### - Somme

Longueau : création d'une résidence sociale et d'une pension de famille pour un total de 80p.

Pour les pensions de famille, projets devant faire l'objet d'agrément.

# Présentation des nouvelles orientations de l'ANAH



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère  
de l'Écologie, de l'Énergie,  
du Développement  
durable  
et de la Mer



# Parc public

## Avancement de la programmation 2010

- état d'avancement et perspectives d'année
- principes de redéploiement des dotations

# Programmation 2010 parc public

Rappel des critères nationaux de répartition du solde de la dotation :

- **bilan** au 15 septembre
- **perspectives** fin d'année arrêtées au 15 septembre
- **respect** des montants moyen de subvention par logement
- **réorientation** de la production vers les zones tendues

# Parc public

## Avancement de la programmation au 17 septembre 2010

| Territoire            | objectifs 2010 |               |               |                | avancement au 17 septembre 2010 |              |                               |              |                         |               |                     |  |
|-----------------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------------------------|--------------|-------------------------------|--------------|-------------------------|---------------|---------------------|--|
|                       | PLUS PLAI      | dont PLAI     | PLS publics   | TOTAL          | PLUS PLAI                       | dont PLAI    | Taux de réalisation PLUS-PLAI | PLS publics  | Taux de réalisation PLS | TOTAL         | Taux de réalisation |  |
| C.A. Saint Quentin    | 35             | 10            | 15            | 50             | 5                               | 1            | 14%                           | 25           | 167%                    | 30            | 60%                 |  |
| C.A. Soissons         | 160            | 46            | 30            | 190            | 2                               | 2            | 1%                            | 0            | 0%                      | 2             | 1%                  |  |
| Aisne hors délégation | 180            | 54            | 30            | 210            | 0                               | 0            | 0%                            | 34           | 113%                    | 34            | 16%                 |  |
| <b>Total Aisne</b>    | <b>375</b>     | <b>110</b>    | <b>75</b>     | <b>450</b>     | <b>7</b>                        | <b>3</b>     | <b>2%</b>                     | <b>59</b>    | <b>79%</b>              | <b>66</b>     | <b>15%</b>          |  |
| C.A Beauvais          | 170            | 56            | 130           | 300            | 6                               | 0            | 4%                            | 132          | 102%                    | 138           | 46%                 |  |
| C.A. Compiègne        | 105            | 30            | 35            | 140            | 0                               | 0            | 0%                            | 0            | 0%                      | 0             | 0%                  |  |
| CG Oise               | 625            | 220           | 200           | 825            | 129                             | 1            | 21%                           | 83           | 42%                     | 212           | 26%                 |  |
| <b>Total Oise</b>     | <b>900</b>     | <b>306</b>    | <b>365</b>    | <b>1 265</b>   | <b>135</b>                      | <b>1</b>     | <b>15%</b>                    | <b>215</b>   | <b>59%</b>              | <b>350</b>    | <b>28%</b>          |  |
| <b>Total Somme</b>    | <b>450</b>     | <b>135</b>    | <b>160</b>    | <b>610</b>     | <b>112</b>                      | <b>19</b>    | <b>25%</b>                    | <b>39</b>    | <b>24%</b>              | <b>151</b>    | <b>25%</b>          |  |
| <b>Picardie</b>       | <b>1 725</b>   | <b>551</b>    | <b>600</b>    | <b>2 325</b>   | <b>254</b>                      | <b>23</b>    | <b>15%</b>                    | <b>313</b>   | <b>52%</b>              | <b>567</b>    | <b>24%</b>          |  |
| <b>France entière</b> | <b>93 000</b>  | <b>27 500</b> | <b>37 500</b> | <b>130 500</b> | <b>29 811</b>                   | <b>8 981</b> | <b>32%</b>                    | <b>5 760</b> | <b>15%</b>              | <b>35 571</b> | <b>27%</b>          |  |

A ajouter, 10 et 15 PLS privés pour l'Aisne hors délégation et la Somme

# Parc public perspectives PLUS-PLAI fin 2010

Des perspectives variables selon les territoires, et inférieures aux objectifs (500 logts) en PLAI.

| Territoires           | PLUS<br>(yc PLUS-CD et<br>PALULOS<br>communales) | PLAI       | Total PLUS-<br>PLAI | Rappel<br>objectifs<br>PLUS-<br>PLAI | Tx prévi. de<br>réalisation des<br>objectifs PLUS-<br>PLAI |
|-----------------------|--|------------|---------------------|--------------------------------------|--|
| CA St Quentin         | 25   | 10         | 35                  | 35                                   | 100%   |
| CA Soissons           | 78   | 8          | 86                  | 160                                  | 54%  |
| Aisne hors délégation | 126  | 54         | 180                 | 180                                  | 100%   |
| <b>Total Aisne</b>    | <b>229</b>                                       | <b>72</b>  | <b>301</b>          | <b>375</b>                           | <b>80%</b>   |
| CA Beauvais           | 96   | 22         | 118                 | 170                                  | 69%  |
| CA Compiègne          | 123  | 19         | 142                 | 105                                  | 135%   |
| CG Oise               | 435  | 150        | 585                 | 625                                  | 94%  |
| <i>dont zone B</i>    | 226  | 95         | 321                 | 405                                  | 79%  |
| <b>Total Oise</b>     | <b>654</b>                                       | <b>191</b> | <b>845</b>          | <b>900</b>                           | <b>94%</b>   |
| <b>Total Somme</b>    | <b>354</b>                                       | <b>164</b> | <b>518</b>          | <b>450</b>                           | <b>115%</b>  |
| <i>dont zone B</i>    | 213  | 102        | 315                 | 225                                  | 140%   |
| <b>Picardie</b>       | <b>1 237</b>                                     | <b>427</b> | <b>1664</b>         | <b>1 725</b>                         | <b>96%</b>   |

Pour la Somme (Amiens), une opération de création d'un centre d'hébergement comprenant 13 logts fera l'objet d'une demande de crédits spécifiques

# Parc public

## Montant moyen de subvention par logement au 17 septembre

|                           | Subvention moyenne par logement |               |          |               |
|---------------------------|---------------------------------|---------------|----------|---------------|
|                           | PLUS                            |               | PLAI     |               |
|                           | Accordée                        | Fixée par CRH | Accordée | Fixée par CRH |
| <b>C.A. Saint Quentin</b> | 1                               | 1 500         | 10 000   | 10 000        |
| <b>C.A. Soissons</b>      | 2 000                           | 500           | 8 000    | 8 500         |
| <b>C.A Beauvais</b>       | 1 395                           | 1 500         |          | 10 000        |
| <b>CG Oise zone B</b>     | 1 838                           | 1 500         |          | 10 000        |
| <b>CG Oise zone C</b>     | 799                             | 500           | 7 905    | 8 500         |
| <b>Somme zone B</b>       | 1 000                           | 1 500         |          | 10 000        |
| <b>Somme zone C</b>       | 1 000                           | 500           | 8 583    | 8 500         |

Montant supérieur à la subvention moyenne fixée par le CRH

# Perspectives financières fin 2010

| Territoires           | PLUS<br>(yc PLUS-CD et<br>PALULOS<br>communales) | PLAI       | Ss Total<br>PLUS PLAI | Tx prévi de<br>réalisation<br>des<br>objectifs<br>PLUS-PLAI | Engagements<br>prévisionnels | PM dotations BOP<br>avec reports | Besoins en<br>dotations<br>complémentaires |
|-----------------------|--|------------|-----------------------|---|------------------------------|----------------------------------|--|
| CA St Quentin         | 25   | 10         | 35                    | 100%  | 135 000                      | 135 000                          | 0  |
| CA Soissons           | 78   | 8          | 86                    | 54%   | 110 000                      | 430 880                          | -320 880                                   |
| Aisne hors délégation | 126  | 54         | 180                   | 100%  | 505 000                      | 505 000                          | 0  |
| <b>Total Aisne</b>    | <b>229</b>                                       | <b>72</b>  | <b>301</b>            | <b>80%</b>  | <b>750 000</b>               | <b>1 070 880</b>                 | <b>-320 880</b>                            |
| CA Beauvais           | 96   | 22         | 118                   | 69%   | 370 000                      | 640 000                          | -270 000                                   |
| CA Compiègne          | 123  | 19         | 142                   | 135%  | 380 000                      | 395 000                          | -15 000                                    |
| CG Oise               | 435  | 150        | 585                   | 94%   | 1 900 000                    | 2 115 000                        | -215 000                                   |
| <i>dont zone B</i>    | 226  | 95         | 321                   | 79%   |                              |                                  |  |
| <b>Total Oise</b>     | <b>654</b>                                       | <b>191</b> | <b>845</b>            | <b>94%</b>  | <b>2 650 000</b>             | <b>3 150 000</b>                 | <b>-500 000</b>                            |
| <b>Total Somme</b>    | <b>354</b>                                       | <b>164</b> | <b>518</b>            | <b>115%</b>   | <b>1 844 000</b>             | <b>1 460 000</b>                 | <b>384 000</b>                             |
| <i>dont zone B</i>    | 213  | 102        | 315                   | 140%  |                              |                                  |  |
| <b>Picardie</b>       | <b>1 237</b>                                     | <b>427</b> | <b>1664</b>           | <b>96%</b>  | <b>5 244 000</b>             | <b>5 680 880</b>                 | <b>-436 880</b>                            |

Pour la Somme (Amiens), une opération de création d'un centre d'hébergement comprenant 13 logts fait l'objet d'une demande de dotation spécifique.

# Perspectives fin d'année par zone

Une part de la production en zone B, conforme à l'objectif fixé (55% des PLUS-PLAI en zone B).

| Zones           | Bilan 2009 (en %)                                |        |                   |                        | Perspectives 2010                                |        |                   |                        |
|-----------------|--|--------|-------------------|------------------------|--|--------|-------------------|------------------------|
|                 | PLUS<br>(yc PLUS-CD<br>et PALULOS<br>communales) | PLAI   | PLS<br>structures | PLS lgts<br>ordinaires | PLUS<br>(yc PLUS-CD<br>et PALULOS<br>communales) | PLAI   | PLS<br>structures | PLS lgts<br>ordinaires |
| Zone B1         |  |        |                   |                        |  |        | 4,7%              |                        |
| Zone B2         | 36,6%  | 56,2%  | 7,5%              | 50,2%                  | 55,2%  | 58,1%  | 40,4%             | 73,8%                  |
| Zone C          | 63,4%  | 43,8%  | 92,5%             | 49,8%                  | 44,8%  | 41,9%  | 55,0%             | 26,2%                  |
| <i>Picardie</i> | 100,0%   | 100,0% | 100,0%            | 100,0%                 | 100,0%   | 100,0% | 100,0%            | 100,0%                 |

En % par zone, du nombre total de logements agréés et/ou subventionnés

# Réorientation de la production

## Situation par région, au 23 septembre 2010

**Effort de réorientation vers les zones tendues**  
(écart entre production et part ménages en zones A, B1 & B2)

